

:: RIPOSTE DU COLLECTIF AUDACE - JEUNES ACTIFS PATRIOTES ::

Paris, le 5 mai 2017

Dans l'article du 2 mai 2017 du site web Chef d'entreprise, intitulé « Présidentielle 2017 : les conséquences d'un retour au franc pour les PME » nous notons un parti pris extrêmement militant qui mérite un droit de réponse.

Tout d'abord, **l'article se base sur les hypothèses de l'Institut Montaigne, organisme qui, rappelons-le, est tellement neutre que « En Marche », le mouvement d'Emmanuel Macron est domicilié à l'adresse de son directeur, Laurent Bigorgne.** Critiquer le programme de Marine sur les PME en se basant uniquement sur les analyses de cet Institut est donc contestable.

« Le retour au franc pourrait créer une récession économique de 3% dans l'année de sa mise en application et de 9 % à terme »

Le projet « Peur », une nouvelle fois !

Cette affirmation est infondée, ou fondée sur des présupposés qui ne sont pas prouvés. De notre côté, nous **pensons que le retour à une monnaie nationale relancerait les exportations et donc la croissance et l'emploi** (environ 1,5 million d'emplois et 2,5% de croissance à terme, notamment selon l'économiste Jacques Sapir).

« Une dépréciation de l'ordre de 15 % de la nouvelle monnaie »

Selon le FMI, **l'euro est trop fort de 6% pour la France et trop faible de 15% pour l'Allemagne, soit un différentiel de compétitivité de 21% !** Est-ce meilleur pour les TPE-PME de faire face à un tel handicap ?

Avec le retour de la souveraineté monétaire, les Etats retrouveront enfin le contrôle de leur monnaie ! Adaptée à l'économie du pays, la monnaie nationale apportera de la flexibilité et permettra de servir les intérêts nationaux, de ne plus souffrir de ce déficit de compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne et d'enfin améliorer notre balance commerciale.

« Un renchérissement de la dette française et une hausse des taux d'intérêt »

Hausse de combien ? On ne le dit pas. L'argument est donc fallacieux. La France est de loin un emprunteur fiable. Sur le marché, elle a une très bonne image, les prêteurs sont convaincus qu'elle sera solvable sur le long terme. De plus, comment imaginer que les prêteurs voient d'un mauvais œil le fait que la France relance son économie, se réindustrialise et recrée de l'emploi grâce à la politique de Marine !

La quasi-totalité de la dette française a été émise en contrat de droit français. Or, selon un principe de la *Lex Monetae*, les dettes émises en contrat de droit national sont ré-libellées automatiquement en nouvelle monnaie nationale, selon la nouvelle parité fixée. En revanche, la fin de l'euro permettrait à la France de cesser de financer

encore et toujours les plans de renflouement de pays pour lesquels, comme la Grèce, cette monnaie est clairement inadaptée. Ces plans de sauvetage alimentent considérablement la dette du pays (69 milliards d'euros pour la France pour « sauver » l'euro en 2015...) et ne font que retarder l'échéance de nouveaux plans de sauvetage... Un puits sans fond. Une monnaie unique pour des économies aussi différentes, cela ne fonctionne pas.

Enfin, l'Institut Montaigne, sans doute aveuglé par son parti pris, refuse de comprendre. Retrouver notre souveraineté monétaire permettra de prêter au trésor directement sans passer par les marchés. Cette méthode permet de ne pas faire peser la dette sur les finances publiques.

« La diminution du pouvoir d'achat des Français et une réduction des exportations en réponse à la taxe de 3% sur les importations »

Cette affirmation passe totalement sous silence les éléments suivants :

- Hors de l'Union Européenne, la très grande majorité des pays applique une certaine dose de protectionnisme pour protéger leur marché intérieur, notamment les secteurs émergents, d'une concurrence internationale déloyale.

Les relations commerciales sont le fruit de nos négociations avec nos partenaires. Il ne faut pas voir l'écosystème européen comme un système figé où la seule variable d'ajustement est l'humain (les chômeurs français doivent alors travailler en Allemagne, les entreprises préservent leur marge grâce aux travailleurs détachés, etc...) mais un système dynamique dans lequel une Nation, par des accords, temporaires ou permanents, met en place de manière intelligente et ciblée les conditions propices à son économie, en bonne intelligence avec ses partenaires.

- Quelques lignes plus haut, l'article explique que la monnaie va se déprécier... il faut être cohérent, cela signifie que la France sera plus compétitive à l'exportation ! On ne peut pas dire tout et son contraire dans un même article !

Mais cette affirmation oublie aussi volontairement toutes les mesures de Marine pour améliorer le pouvoir d'achat des Français : baisse de 10% de l'impôt sur le revenu pour les 3 premières tranches, prime de pouvoir d'achat à destination des bas revenus et des petites retraites, financée, justement, par cette Contribution Sociale sur les Importations de 3 %, baisse de 5 % des tarifs réglementés du gaz et de l'électricité, sécurisation des dépôts et de l'épargne des Français grâce à l'abrogation de la directive européenne sur l'Union bancaire...

Le site internet Chef d'Entreprise, qui diffuse et re-diffuse cet article dans ses différentes newsletters a malheureusement plus l'air en marche pour Macron que pour les TPE-PME !

le collectif Audace